

ÉDITORIAL

C'est avec grand plaisir que nous vous présentons l'édition asiatique d'IFOR en action. Ce numéro d'IFOR en action se concentrera sur IFOR BGAs en Asie et au Moyen-Orient. Grâce à cette nouvelle approche, nous pourrons observer de plus près le travail qui a été fait dans différentes régions du monde, et les défis relevés à cause de facteurs environnementaux.

Le numéro de l'automne d'IFOR en action se consacrera à l'Afrique. Nous souhaitons particulièrement la contribution de nos membres africains. Nous sommes certains qu'elle sera importante. Désormais, nous demandons à tous, branches, groupes et membres de se mettre à contribution jusqu'au 29 août 2008 pour la publication d'IFOR en action, numéro 48, Edition d'Automne.

— Stan Morris, rédacteur/ éditeur

La papaye, Une réplique de l'Eco-esthétisme et de la tranquillité

par Francis Halder

"La papaye est le médecin de la famille"

e-bulletin

Ce que l'on nomme Paix ou Tranquillité est une condition abstraite sans réalité physique. Cette paix peut difficilement être achetée ou être mise à disposition physiquement, mais elle peut être établie par différentes créations bio-environnementales. Il existe sans aucun doute une relation entre l'éco-création et l'établissement de la tranquillité. En effet, les fleurs et les fruits produits génèrent une attraction créative supplémentaire pour tous les membres de la famille. La paix pourrait donc être créée grâce à des méthodes éco-esthétiques comme la gestion des techniques de plantation dans les fermes et dans leurs environs. La papaye (papaye Carica), un fruit qui mûrit rapidement, pourrait être une production idéale de cet éco-esthétisme.

Comment la cultiver...

Au Bangladesh, la plupart des habitations s'orientent vers le Sud. Leurs intérieurs sont propres, laissés ouverts pour permettre aux enfants d'aller et venir et aux femmes de se divertir. Le sol de ces habitations subit des extensions sur les 4 cotés, ce qui s'apparente à une terrasse-serre. A cet endroit, entre 16 et 20 noyaux de papaye pourront être plantés si l'on ajoute du fumier à l'intérieur d'un trou d'une dimension de 1.5 x 1.5 et si l'on adapte les technologies de production de la papaye sur les 3 cotés de l'extension de la maison. (sauf au Nord qui est principalement composé d'un jardin). Un entretien facile et intensif ainsi qu'une gestion technique pourront être appliqués sur place afin de permettre à tous les membres de la famille de surveiller la plantation. Lorsque la papaye atteint une hauteur supérieure à 8 pieds (soit plus haute que le plafond), il est même plus facile de s'en occuper que lorsque son existence semblait invisible. Cependant, des



Papaya plants are getting bigger using the house cleaves.

buissons et des arbustes comme les grenadiers pourraient pousser entre les plants de papaye, selon la taille du terrain. Le piment et la papaye pourront donc être remplacés après 3 ou 4 ans et replantés juste un peu plus loin qu'à l'emplacement du trou initial.

Où la cultiver...

Dans le contexte du développement des ONG, les bénéficiaires sélectionnés vivent au jour le jour. Concernant l'utilisation du terrain pour la culture, le peuple a souvent avancé qu'il ne possédait pas de terrains ou seulement des terrains inutilisables. En réalité, la plupart de ces personnes ne possèdent qu'une propriété, la leur. Au sein de la ferme, il y aurait plusieurs éléments différents parmi lesquels l'extension de la maison (celle dite « terrasse-

...Suite à la page suivante

Dans ce numéro:

• La Papaye	p 1
• FOR Japon - Article 9	p 4
• Gedhun Choekyi Nyima	p 9
• FOR Allemagne	p 11
• FOR Israel	p 12
• Bombay Sarvodaya	p 13
• E-FOR à Alkmaar	p 15
• Nouvelles du personnel	p 17
• CRITIQUE	p 18
• EVENEMENTS	p 19
• NOUVELLES	p 20
• OPPORTUNITES	p 21

La papaye...

serre » construite sur les 4 cotés de la propriété), pourrait être considérée comme l'un des éléments vitaux de la culture de la papaye, source de nourriture, de revenus et d'une valeur éco-esthétique. Ce fruit a donc un impact sur la nutrition et la richesse...

La papaye est un délicieux fruit doté d'une riche valeur nutritionnelle. Elle contient beaucoup de vitamine A, accompagnée d'une quantité suffisante de vitamines B, C et D. Les matières minérales comme le calcium et le phosphore sont également présentes. Ce fruit vert contient énormément de pepsine, une substance qui aide à la digestion et qui préserve la santé du foie. Un proverbe chinois dit "La papaye est le médecin de la famille".

Le coût de la culture d'un noyau est de Tk. 29,50 ; pour 10 noyaux Tk. 250. La production d'un seul plant de papaye pendant 2 ans est de Tk. 900 / plant. Le rendement net d'une culture moyenne de 10 plants de papaye est aux alentours de Tk. 8700.

Une source de tranquillité...

Un plant de papaye pousse en semant ses graines et sa matière végétale, quelque part sur le sol dur et rocheux. Parfois, il est impossible d'atteindre la germination totale au stade embryonnaire. Cela signifie que croître à partir d'une graine est un grand problème.

La pousse de la plante ne commence qu'avec seulement deux feuilles et peut échouer à n'importe quel moment lorsque l'humidité est trop présente. Le champignon *Fuzarium* est en effet responsable de dégâts au niveau de la tige et de la racine lors de la pousse de la plante.

Le climat du Bangladesh est prédisposé à l'expansion des champignons *Fuzarium*. Si en fin de compte le plant de papaye survit, il pousse avec des feuilles vert foncé. De nouveau, la décomposition des racines menace le plant de papaye. Pour combattre cela, il faut finalement que la plante s'élève et s'établisse tranquillement avec toutes ses qualités de survie intactes. Une tâche difficile. Le plant a besoin d'avoir le dessus sur tous les obstacles afin d'être

un modèle de survie, comme un génie. Dans les 3 mois, après avoir suivi toutes les procédures de reproduction, le plant porte enfin des fruits. Le poids de départ d'un fruit est environ de 10 grammes, il peut aller jusqu'à 20 grammes, puis 50 grammes et enfin plus de 300 grammes.

Ces fruits attirent les insectes, les petits oiseaux et enfin les être humains (femmes et hommes). Ces humains regardent les vertus de ces plantes : bonheur, gentillesse, charité, bien-être pour tous et finalement la beauté et la joie. Ils viennent regarder la plante comme une vision admirable. Ce sont des valeurs rares, un don divin tout-puissant.



La paix apparaît enfin grâce à cette "verte" création.

Les enfants sont aussi un don de Dieu. Ils apprennent de cette obscure nature de la papaye et en apprécient l'ombre. Ils parlent avec la nature comme si elle était un proche "ami-bio". Ils viennent, éprouvent et admirent l'allure de la plante ; un avantage inconditionnel sur leurs voisins, les autres êtres humains, les oiseaux et les animaux du royaume. En outre, la papaye produit de l'ombre pour les clôtures métalliques et les toits et garde au frais ceux qui se trouvent en dessous. Les enfants comprennent alors les règles de ce donneur au grand cœur et connaissent la tranquillité en dégustant ces fruits avec plaisir. Ils deviennent polis et complimentés au contact de ce grand donateur. Ceci donne jour à une conception et une valeur esthétiques, un sens

partagé parmi les enfants pour un futur talent artistique. Un plant de papaye produit des fruits et de l'ombre sur les cotés du toit, et n'occupe presque pas de place puisqu'il est situé sur les pourtours de la maison.

La plupart des mères qui viennent de la campagne passent la majorité de leur temps à se disputer avec leur famille et leurs voisins. Mais une mère regarde maintenant autrement cette plante vert-foncé et la composition du fruit. Elle regarde avec espoir l'apparition d'un nouvel avenir, un futur basé sur la possibilité de faire quelque chose par elle-même, qui commence par l'extension de la propriété. C'est une femme défavorisée, aussi bien en terme d'argent que de pouvoir et la ressource de la culture bio lui a appris à

...Suite à la page suivante

La papaye...

survivre, à obtenir progressivement plus de pouvoir et la capacité de donner davantage à la famille et aux autres. Le bonheur, la gentillesse, la charité et enfin la beauté et la joie l'envahissent, elle et ses enfants. Mère, elle est la reine de la famille.

Après 5 mois, la papaye verte commence à murir et devient profondément jaune. Quelle joie pour cette mère lorsqu'elle verra ce qu'elle reçoit de la papaye! Elle apporte un cadeau, celui de créer un nouvel aspect, un revenu supplémentaire et la possibilité d'avoir de bons fruits ainsi que de belles graines.

Cette mère devient alors plus décontractée, tolérante et généreuse. Ses manières et son comportement se mettent à changer. Elle ne vit plus que pour elle-même, mais aussi pour les autres. Elle devient l'image de la sérénité puisqu'elle a désormais appris la paix de la nature. La nature est au-delà de l'égoïsme. Elle est la charité. Cette mère sème les graines de la paix, qu'elle a héritées de

l'unique arbre à papaye. Son mari, qui est un homme coléreux, ne regarde rien à part cette plante. Il a alors une surprise puisqu'il partage toutes les valeurs que sa femme lui a enseignées concernant la papaye. Il s'arrête également sur son chemin, lorsqu'il rentre et sort de la maison pour regarder ces terrasses-serres comme de magnifiques créations. C'est en silence qu'il pense à des choses qu'il n'aurait jamais imaginées auparavant. Quelle grande fleur dans un si petit



La femme au foyer bénéficie non seulement de la beauté mais aussi du symbole pacifique de ce cadeau naturel qui pousse même sous ces terrasses-serres.

lopin de terre! Il se découvre à lui-même ainsi qu'à son épouse et ses enfants comment être patient, altruiste et doué. Quant à sa femme, elle apprend à devenir le chef de famille.

Changer de comportement n'est pas une question de moment. Ça prend du temps, parfois une vie entière. Nous pouvons avoir de nombreuses expériences de vie, mais il est rare que nous puissions les identifier afin d'en retirer leur enseignement. La papaye est une plante qui pousse rapidement à n'importe quel endroit et les plantes créent la beauté, l'esthétique nécessaire à la croissance de enfants. Cette plante parle à tout son corps. Qu'est-ce qu'elle ne donne pas au cours de sa brève durée de vie? Elle produit des fruits, mais aussi quelque chose qui s'apparente à un bienfait naturel sur l'âme et le corps dont bénéficient tous les membres de la famille. C'est visible et presque reconnaissable. La papaye semble être le vrai modèle de l'éco-esthétisme et l'icône de la tranquillité.

Ecrit par Francis Halder, un praticien en développement lors de son séjour à IFOR Groupe Anando-Khagrachari (Bangladesh) entre le 10 et le 16 juin 2007. Il effectuait alors une formation en Développement Humain.

Toutes les images ont été fournies/ prises par Francis Halder. ■



Plants build children's aesthetic make up for future growth.

ARTICLE 9 DE LA CONSTITUTION JAPONAISE ET HIROSHIMA/NAGASAKI

par Mitsuo Okamoto, Ph.D.

S'il est permis de tuer pour établir la justice, l'aboutissement d'un tel raisonnement déboucherait sur une guerre nucléaire.

Le fameux Article 9 de la Constitution du Japon que je viens de citer ci-dessous ne peut pas être séparé de la tragédie historique du bombardement atomique des villes d'Hiroshima et Nagasaki en 1945.

Aspirant de façon sincère à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce pour toujours à la guerre, considérée comme un droit souverain de la nation ou comme une menace, et qui emploie la force comme moyen de résoudre les conflits internationaux.

Dans le but de réaliser l'objectif cité dans le paragraphe précédent, les forces terrestres, maritimes et aériennes ainsi que d'autres armes potentielles ne seront jamais maintenues. Le droit de belligérance de l'état ne sera pas reconnu.

Théologiquement parlant, l'impératif de Jésus Christ était "Tu ne dois pas tuer." Prosaïquement parlant, la renonciation à la belligérance de l'état ou le pacifisme absolu de la non-violence a été appliqué à un état souverain pour la première fois dans l'histoire. La simple tradition de guerre, qui avait été transmise au temps de Cicéron ou de Saint Augustin dans l'histoire des nations occidentales, a autorisé la guerre et la conduite en temps de guerre sous certaines conditions.

Toutefois, cette théorie aurait été depuis longtemps abandonnée si ces pays occidentaux qui prétendent être chrétiens avaient fidèlement écouté l'ordre de Jésus par des actions diplomatiques concrètes. Je suis impatient de lire un livre de Jack Nelson-Pallmeyer intitulé Jésus contre le Christianisme (Trinity Press International 2001), qui pourrait m'éclairer afin de comprendre pourquoi le Christianisme occidental s'est éloigné de l'enseignement originel de l'Eglise et pourquoi il a développé la théorie de la guerre juste.

S'il est permis de tuer pour établir la justice, la fin extrême d'un tel raisonnement déboucherait dans la mesure du possible sur une guerre nucléaire. La conclusion serait

Photo : Forum pour l'Enseignement de la Paix



Conseil d'IFOR 2006 à Tokyo: Mitsuo Okamoto - JFOR Japon

"le monde peut périr, mais la justice doit être faite". Cette phrase est citée au début de la célèbre monographie d'Emmanuel Kant, Pour la Paix Eternelle. L'idée de "paix nucléaire", promue par les Etats Unis et d'autres Etats dotés de l'arme nucléaire dans le but de maintenir la paix dans le monde, ressemble donc au dicton cité par Kant. Selon cette philosophie, le monde peut périr afin de permettre à "certaines personnes" d'appliquer la justice.

Ce qui s'est passé à Hiroshima et Nagasaki est un exemple concret d'une extermination de masse d'êtres humains et d'autres organismes vivants. Si Dieu le Père, avait été le juge suprême du Tribunal International au lieu de William F. Webb (président du tribunal nommé par le Commandant Général Douglas McArthur), il aurait condamné les bombardements atomiques : abominables crimes de guerre, uniquement comparables à l'holocauste nazi à Auschwitz, ou aux crimes de guerre japonais comme le massacre de Nanjin, le système d'esclavage sexuel militaire, l'expérience humaine de l'Unité 731 de l'Armée et ainsi de suite... Puis, le président américain Harry Truman, le Général McArthur, le Général Leslie Groves, le Docteur Robert Oppenheimer et bien d'autres auraient été pendus. Le même sort aurait attendu le Général Hideki Tojo, premier ministre du Japon au moment de l'attaque Pearl Harbor et au début de la guerre du Pacifique ; il a été condamné à mort avec six autres dirigeants de guerre, et pendus comme des criminels de guerre.

D'une façon générale, les victimes des déchets radioactifs causés par les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki ont été depuis longtemps sous-estimées par les Etats-Unis ou les autres pays. C'est seulement depuis peu, et en particulier après les accidents nucléaires de Three Mile Island aux Etats-Unis (1972) et de Tchernobyl en Ukraine (1979), que le monde a commencé à prêter plus attention aux vic-

...Suite à la page suivante

Article 9...

times des catastrophes nucléaires. Les incompréhensibles et désastreux effets des armes nucléaires, éloquemment décrits dans le livre « Le Destin de la Terre de Jonathan Schell », devraient être étudiés plus attentivement et pris davantage au sérieux. Albert Einstein n'exagérerait pas lorsqu'il disait "la puissance déclenché par l'atome a changé tous nos modes de pensée, et nous dérivons donc vers des catastrophes sans précédent."

Cependant, après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, un nouveau tournant a été pris dans le but d'éviter "les catastrophes sans précédent", et une évolution vers la suppression des armes nucléaires a vu le jour, provoquée par la crainte que ces armes ne tombent entre les mains des terroristes. Ce changement en lui-même est accueilli de bon cœur. Nous entendons souvent parler du danger des programmes d'armements nucléaires de l'Irak, l'Iran et de la Corée du Nord, mais tant que les Etats-Unis (l'initiateur des armes nucléaires) resteront fidèles à sa possession, la prolifération de la bombe sera inévitable.

En effet, les dirigeants de ces pays soupçonnés diraient : "C'est précisément parce que nous sommes des nations faibles et de petite taille que nous voulons posséder les armes nucléaires, juste pour la dissuasion."

Dans un tel contexte international, quelque chose de remarquable lié à cette question s'est produit. C'est un message pour l'abolition de l'arme nucléaire publié dans "The Wall Street Journal", le 4 janvier 2007 et intitulé "Un monde sans armes nucléaires." L'Ancien Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Henry Kissinger (de 1973 à 1977), l'Ancien Secrétaire d'Etat George Schultz (de 1982 à 1989), l'Ancien Secrétaire de la Défense William Perry (de 1994 à 1997) et l'ancien Président du Sénat du Comité des Services de l'Armée Sam Nun, en ont été les collaborateurs. Ils étaient pourtant les promoteurs les plus autoritaires de la politique nucléaire des Etats-Unis. Ce qui nous a surpris, c'est que ces mêmes personnes ont publié de nouveau le même message le 15 janvier de cette année, dans un article qui s'intitulait aussi "Vers un monde sans armes nucléaires."

De sérieux mouvements d'opposition à "L'idée d'exterminer totalement les citoyens qui ne combattent pas au nom de la justice" prennent place de l'autre côté du Pacifique, ce qui coïncide bien avec l'appel pour l'abolition des armes nucléaires lancé par Kissinger et d'autres.

La première manifestation est une Exposition sur la bombe atomique d'Hiroshima et Nagasaki qui doit se tenir dans 101 villes américaines au cours de 2007 et 2008. En d'autres termes, l'exposition est prévue dans 50 états (deux villes par état), plus une autre ville, à savoir Washington D.C.

La seconde se réfère à "L'Article 9 du Congrès Mondial" qui aura lieu en mai à Tokyo, Osaka, Sendai et Hiroshima et qui fera parti des événements importants pour la promotion de la paix. Comme cité ci-dessus, l'Article 9 de la Constitution Japonaise est inséparablement relié à l'idée d'un monde dénucléarisé. Ainsi, la devise de "l'Article 9 du Congrès Mondial" est également appelée "L'Article Général 9 de la Campagne d'Abolition de la Guerre". Ces initiatives réveilleront l'espoir d'un monde plus pacifique ; un monde dans lequel les gens ne croiront pas aussi facilement ce que les hommes politiques veulent nous faire croire, cette notion de "guerre juste".

Nous, le peuple Japonais, nous déclarons solennellement dans notre Constitution, ne pas posséder "les forces terrestres, maritimes et aériennes ainsi que d'autres armes de guerre." L'opinion des sondages s'exprime plus objectivement quant à la nécessité de modifier l'Article 9 : 70% ne souhaitent pas changer cet article contre 30% qui désirent un changement. L'affirmation des grands médias au Japon qui tentent de persuader les lecteurs que le rapport entre "pas de changement souhaité" et "changement souhaité" est le même, devient insoutenable.

Les résultats d'une enquête appelée "Le Référendum National de l'Article 9, 'pour un changement' ou 'contre un changement' se sont avérés très instructifs. L'enquête a été menée par des citoyens populaires en Mai 2006 dans plus de 72 villes, communes, quartiers situés dans plus de 33 divisions administratives au Japon. D'après cette étude, 'sans changement' aurait reçu 21652 voix (soit 77%) tandis que 'pour un changement' aurait obtenu 3270 voix (soit 12%), et 'ne sais pas' aurait eu 3247 voix (soit 11%). Au total, il y a donc 28 169 voix, ce qui exerce un poids différent par rapport à la matrice de 2000/3000 personnes sur laquelle les médias ont l'habitude de se fonder.

Le fait que 77% des personnes aient voté "pas de changement" de l'Article 9 de la Constitution est stupéfiant. La raison en est que au cours des dernières années, les grands médias ont toujours prétendu que le pouvoir de maintenir ou de modifier l'Article 9 était égal. (Ainsi dans un article du journal Asahi du 3 mai 2006.) Nous avons effectué le même référendum une nouvelle fois en mai 2007 : sur les 28 461 voix, "sans changement" a remporté 22 475 voix (soit 79%), "pour un changement" a reçu 3262 voix (soit 11%), et "ne sais pas" a obtenu 2724 voix (soit 10%). Bien que les résultats soient similaires à ceux de l'année précédente, les 2% d'augmentation de "sans changement" et la baisse d'1% "pour le changement", semblent être une manifestation de la peur perçue à l'encontre de l'éphémère Abe Cabinet, et qui montre l'enthousiasme particulier pour un changement de la Constitution.

Le parti au pouvoir ne dit pas qu'il va changer le premier paragraphe car il est similaire au contenu du Pacte de Paris signé en 1929. L'accent est mis sur le deuxième

...Suite à la page suivante

Article 9...

paragraphe. Néanmoins, ceux qui proclament la légitimité constitutionnelle de SDF, affirment que "La guerre pour l'auto-défense" ne peut pas être comparée à un litige international. De ce fait, nous pouvons clairement comprendre que ceux qui ont répondu en faveur d'un "changement du premier paragraphe" sont les citoyens qui pensent que "comme toutes les guerres sont menées sous le prétexte de défense, il devrait être clairement expliqué dans la clause que 'la guerre de légitime défense elle-même devrait être révoquée."

Le résultat de l'enquête publique reporté par le journal Asahi sur 3 mai 2006 est le suivant :

- 'contre le changement des paragraphes 1 et 2' 42%
- 'uniquement pour le changement du paragraphe 1' 9%
- 'uniquement pour le changement du paragraphe 2' 16%
- 'pour le changement des paragraphes 1 et 2' 18%
- 'ne sait pas/ne répond pas' 15%

e-bulletin

La question faisant référence à 'uniquement pour le changement du paragraphe 1' est assez Troublante en soi. Qu'est ce que le département de l'Enquête Publique d'Asahi avait imaginé comme première réponse? La quatrième option signifie sans aucun doute le changement fondamental de l'Article 9. Pourtant, si nous pouvons déterminer le second choix 'uniquement pour le changement du paragraphe 1' comme étant essentiellement le même que le troisième et le Quatrième choix, la situation deviendrait très douteuse. Si nous l'excluons, 'contre le Changement' se maintient à 42%, mais 'pour le changement' chute à 34%.

Cependant, l'Asahi Shimbun a simplement ajouté toutes les variables 'pour le changement', et a rapporté en première page que "le pouvoir de conserver ou de modifier l'Article 9 est équivalent." Le Asahi que nous aimons tant lire a fait ça. Le journal Shanker le fait probablement bien, mais le fait que l'Asahi l'aie fait est incroyable!

La mise en place de la Constitution Japonaise dans le monde après la deuxième guerre mondiale est significative quant au développement économique du pays. Malgré son faible niveau d'armement en raison de la contrainte constitutionnelle, le pays a contribué au développement économique mondial. Ainsi, le Japon se doit d'entretenir de bonnes relations non seulement avec les Etats-Unis mais aussi avec les autres nations. Il doit mettre l'accent sur l'importance majeure du principe de non-violence de l'Article 9 qui permet au monde de reconnaître la position internationale du territoire Japonais comme "une nation objecteur de conscience" et la consolidation de ses fondements juridiques.

Du fait qu'en Allemagne et que dans d'autres pays oc-

cidentaux l'Objection de Conscience est reconnue juridiquement comme un "droit humain 'et un "droit national", le droit d'Objection de Conscience devrait être légalement reconnu par les lois internationales, et le Japon devrait faire tout son possible afin que toutes les nations respectent cette loi et garantissent la paix et la sécurité de tous par l'attention portée à cette loi. Une telle voie devrait être celle d'un Japon qui a connu la tragédie historique d'Hiroshima et de Nagasaki et qui est né de nouveau comme une nation pacifique et non-violente.

Le philosophe allemand Arthur Schopenhauer disait : "Toute vérité passe par 3 étapes. Premièrement, elle est ridiculisée. Deuxièmement, on s'y oppose violemment. Troisièmement, elle est acceptée comme une évidence." La vérité qui admet que les Etat-Unis doivent montrer l'exemple dans la suppression des armes nucléaires si nous envisageons un avenir humain, a été souvent ridiculisée et a fait l'objet de violentes oppositions. Le commentaire de Schultz, Perry, Kissinger et Nunn (sur l'abolition des armes nucléaires) suggère que cette vérité pourrait désormais s'inscrire d'une façon évidente.

Il en ira de même pour le statut de "Nation Objecteur de Conscience" du Japon. Il sera ridiculisé et violemment dénigré pour le moment. Mais je n'hésite pas à confier qu'il finira par être accepté comme allant de soi. En effet, l'idée d'un "Japon qui ne combat pas" sera bénéfique non seulement pour le pays lui-même mais également pour ses voisins, et cette idée deviendra plus attrayante pour toutes les nations d'Asie et le monde entier. L'opinion exprimée dans l'Article 9 de la Constitution Japonaise sera entendue, tôt ou tard, comme la plupart des courants de vérité, et acceptée d'un bon sens, comme la carte routière qui conduit à la paix dans le monde.

*Mitsuo Okamoto, Ph.D
Président du Comité International JFOR
Groupe de Travail sur la Nature de la Paix
Ce groupe de travail étudie à la fois la campagne et la constitution de la paix.*

*JFOR Japon (Nihon Yuwa kai)
802 1-17-11 Omorikita, Ohta-ku
Tokyo, Japon 143-0016
Courrier électronique: peace@jfor.jp
Site: <http://jfor.jp/> ■*

FOR Japon : Quelques pensées et réflexions sur le Conseil'06

par Junji Sakurai

"Les gouvernements ont piétiné la précieuse Constitution de la Paix..."

...Suite à la page suivante

Conseil'06...

Tout d'abord, en tant que coordinateur, je voudrais exprimer mes sincères remerciements et ma satisfaction à propos de la réalisation du Conseil d'IFOR au Japon.

C'est la première fois dans l'histoire de JFOR, que cette branche a organisé une réunion du Conseil d'IFOR. Après avoir assisté au Conseil d'IFOR à Assisi en Italie en 1988, mon rêve avait été de recevoir le Conseil au Japon.

Après 18 ans d'attente, j'ai enfin pu l'accomplir. J'ai été très heureux de rencontrer des membres du réseau d'IFOR du monde entier ici au Japon. Le peuple Japonais vit isolé sur une île et nous n'avons pas souvent l'occasion de rencontrer des gens venant d'autres pays. Cet événement nous a permis de réaliser que nous faisons partie d'une organisation internationale active. Une telle expérience vous procure toujours une meilleure impression que le simple fait de communiquer par téléphone ou par courrier.

Le débat qui a ouvert le Conseil s'est concentré sur l'Article 9 de la Constitution de la Paix. Lorsque nous avons participé au Conseil d'IFOR à Quito en Equateur, en 1992, nous avons apporté des copies du Prologue de l'Article 9 de la Constitution Japonaise traduits en anglais. Nous les avons distribués à tous les participants et nous leur avons ensuite demandé d'adhérer à la Campagne consistant à envoyer des cartes postales de "Sauvons l'Article 9 de la Constitution de la Paix, en voie de disparition..."

Ceux qui lisent cette déclaration qui renonce totalement à la guerre, ressentent une profonde sympathie pour les idéaux exprimés dans l'Article 9, tout comme une forte indignation morale face à la tromperie du gouvernement japonais.

Les gouvernements successifs ont piétiné la précieuse Constitution de la Paix et ont dépensé un budget colossal à préparer la guerre. Au nom du pouvoir d'Auto-Défense, le Japon possède déjà une importante puissance militaire.

Suite aux attentats du 11.09 à New York et Washington, le gouvernement japonais a systématiquement tendu la corde aux Etats-Unis. Nous ressentons le besoin d'empêcher les crises qui découlent d'un tel comportement servile. Nous ne devrions pas suivre l'esprit de l'hégémonie américaine, mais au contraire se faire des amis et encourager la réconciliation sans violence.

L'une des choses dont je suis très fier, est qu'en tant que nation, les Japonais n'ont plus utilisé d'arme militaire pour tuer quelqu'un en temps de guerre depuis plus de 60 ans. (fin de la Seconde Guerre Mondiale).

Voici le précieux don que la Constitution de la Paix nous a donné. L'Article 9 est presque en train de mourir, mais à

cet égard, il existe encore et préserve ses valeurs. Nous devrions donc lui manifester plus de respect et remercier l'existence de cette constitution. Lorsqu'il s'agit du mouvement contre la réforme de la Constitution, nous le répétons souvent, nous devons garder la Constitution comme elle est. Mais nous devrions aussi insister sur le fait que cette dernière nous a gardé sain et sauf.

Il est également intéressant de soumettre la Constitution à un autre point de vue. Comme l'a souligné Jonathan Sisson dans son discours, nous ne serons pas en mesure de conserver la Constitution de la Paix si nous ne faisons pas des efforts de réconciliation avec les pays voisins.

C'est pourquoi, je soutiens la proposition de Rev Hashimoto qui consiste à envoyer des messages d'excuses et pèlerins là où les forces militaires japonaises avaient commis des invasions et des crimes de guerre. Même si le gouvernement japonais a toujours refusé les demandes d'indemnisation, nous devons réagir de façon honnête aux revendications des victimes de la guerre.

Dans la présentation de Franck, j'ai retrouvé la qualité spirituelle de la Constitution de la Paix. En effet, elle admet que tous les habitants de la terre ne font qu'un. En tant qu'êtres humains, nous devrions vivre comme frères et soeurs sur cette petite planète. Nous sommes capables de vivre en nous faisant confiance et en nous aimant, sans aucune arme.

La déclaration d'un désarmement total signifie que nous n'avons plus d'ennemis à tuer. C'est notre prière la plus profonde afin d'unir toutes les personnes dans l'amour et la paix. Même si le gouvernement maintenait ses forces militaires alors que les gens avaient perdu la volonté de combattre et avaient abhorré le meurtre, il n'y aurait alors pas de guerre.

Nous savons que "jusqu'à présent, l'univers tout entier gémit de douleur comme à la naissance d'un enfant." (Romans 8:22) ; A moins que nous ignorions cette chaîne de guérison du traumatisme profond ou de changement intérieur du cœur, nous ne pouvons pas espérer vivre dans un monde pacifique au 21^e siècle.

Si nous ne parvenons pas à le faire, le peuple héritera des traumatismes et d'un désir de revanche ce qui pourrait conduire à une catastrophe mondiale. Malgré le violent orage qui frappe le monde, nous devrions suivre fermement la voie de la non-violence active. Même si nous faisons face à une situation désespérée, nous ne devrions jamais nous laisser dominer par le pouvoir superficielle de la violence. Le professeur Okamoto a insisté sur le fait que nous ne devrions pas être trompés ni manipulés par les médias : c'est aussi une forme de violence.

...Suite à la page suivante

Conseil'06...

Il est important pour nous de faire face aux froids et durs événements du monde actuel, de croire au pouvoir tout-puissant de l'amour qui domine et englobe notre réalité. JFOR a choisi de suivre l'attitude de "non-violence", "aimer nos ennemis", et "réconciliation" pour toujours. C'est une profonde manière de supporter le respect absolu de la dignité humaine et la conviction que l'amour a le pouvoir de transformer le monde.

Rev Junjo Sakurai, "Grocac & Interfaith" sans frontières. Membre du Comité International d'IFOR ('02 - '06), un Comité International qui a été élu lors du Conseil de New York en 2002 et qui a poursuivi ses fonctions jusqu'au Conseil suivant, en 2006.

Rev Junjo Sakurai est membre du Conseil JFOR et formateur pour la Non-violence aux centres pour la Paix de Fukushima et Azishima au Japon qui ont ouvert leurs portes le 10 avril 2008. ■

Le cas non résolu de la disparition forcée de Gedhun Choekyi Nyima, Onzième Panchen Lama

Déclaration écrite conjointe

Soumise par Jonathan Sisson, représentant d'IFOR à l'Organisation des Nations Unies à Genève.

En mai 1995, les autorités chinoises ont kidnappé Gedhun Choekyi Nyima. L'enfant alors âgé de 6 ans était officiellement reconnu comme le onzième Panchen Lama par le Dalai Lama, conformément aux procédures et à la tradition de la réincarnation du Bouddhisme tibétain. Près de 13 ans plus tard, aucune entité indépendante de n'a revu, et l'endroit où il vit et son état de santé restent inconnus.

e-bulletin

Le 25 avril 2008, Gedhun Choekyi Nyima aura 19 ans. L'absence totale d'information confirmable à la fois sur son état physique et mental demeurent une cause de grande préoccupation. Le cas du Panchen Lama illustre la pratique courante des disparitions forcées dans la République Populaire de Chine (RPC). RPC porte atteinte à de nombreux droits de l'homme énoncés dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et exposés dans les deux pactes internationaux sur les droits de l'homme ainsi que dans d'autres textes importants sur les droits de l'homme au niveau international.

Selon la déclaration des Nations Unies sur la protection des personnes contre les disparitions forcées (1), la pratique systématique de disparition est considérée comme un crime contre l'humanité et constitue une violation du droit à la reconnaissance en tant que personne devant la loi, au droit de liberté et de sécurité de la personne. Cet acte enfreint le droit de ne pas être soumis à la torture et représente aussi une grave menace du droit à la vie.

Depuis la disparition forcée de Gedhun Choekyi Nyima, de nombreux gouvernements et parlements, le service de protection des droits de l'homme de l'ONU, et des organisations indépendantes ont fait pression sur les autorités chinoises pour les forcer à divulguer le lieu et l'état de santé de Gedhun Choekyi Nyima et de sa famille.

En effet, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme, Mme Louise Arbour, a soulevé l'affaire devant les autorités chinoises au cours d'une visite officielle en Chine du 29 août au 02 septembre 2005.

De même, le 09 juin 2005, la responsable de la Liberté Religieuse et de Croyance, Mme Asma Jahangir, a mani-



L'une des rares photos connues de Gedhun Choekyi Nyima, le 11ème Panchen Lama d'après la Secte Gelug.

festé sa préoccupation "au sujet de la sérieuse ingérence concernant la liberté de croyance des bouddhistes tibétains. Ceux-ci ont le droit de déterminer leur clergé, conformément à leurs propres rites, et ont été privés de leur chef religieux."

Pendant la révision du deuxième rapport périodique de la RPC au cours de la quarantième session du Comité des Droits des Enfants (CDE), du 24 novembre 2005, l'ambassadeur de Pékin à l'ONU (à Genève), H.E. Sha Zhukhang, a déclaré au Comité que l'enfant et sa famille "ne souhaitent pas être dérangés par des visiteurs étrangers qui pourraient avoir un effet négatif sur eux." (2) Toutefois, dans ses observations finales, le Comité a vivement conseillé à la Chine "de permettre à un expert indépendant de rendre visite et de confirmer le bien-être de Gedhun Choekyi Nyima, tout en respectant sa vie privée et celle de ses parents."(3)

La Chine a ignoré cet appel de la CDE en donnant diverses excuses pour empêcher un expert de rendre visite au Panchen Lama et à sa famille. En réponse aux questions soumises par Reuters en 2006, le Bureau d'Information du Conseil d'Etat a affirmé que la Chine n'a pas autorisé d'entrevue entre le garçon et les médias étrangers afin d'empêcher à la famille d'être dérangée. (4)

Tout en reconnaissant le cas de Gedhun Choekyi Nyima comme un cas non résolu, le Groupe de Travail sur les Disparitions Forcées ou Involontaires a déclaré "qu'il sou-

...Suite à la page suivante

Choekyi Nyima...

haïterait que le gouvernement chinois lui fournisse des documents qui confirment que l'enfant et ses parents ont demandé au gouvernement de les protéger, qu'ils mènent une vie normale et qu'ils sont en parfaite santé." La Chine a de nouveau ignoré cet appel.

Au cours de la quatrième session de l'ONU sur les Droits de l'Homme (Mars 2007), 15 ONG ont précisé dans une déclaration commune que la disparition forcée du Panchen Lama doit être considérée comme "un crime continu".

En juillet 2007, des informations fournies par les autorités chinoises à propos du sort du Panchen Lama (provenant de M. Nyima Tsering, vice-Président de la Région Autonome du Tibet TRE) ont déclaré à l'Agence Officielle de la Presse en Chine, Xinhua, que "l'enfant choisi par le Dalai Lama comme la réincarnation du Panchen Lama, ce qui est illégal et interdit, mène une vie normale au Tibet. Il suit des études dans un établissement secondaire et ses frères et soeurs étudient ou travaillent. (5) De plus, on dit de lui que c'est "un garçon patriotique". Il ne veut pas être dérangé, et nous respectons son souhait." (6)

La détention prolongée du garçon de 18 ans et de sa famille par le gouvernement chinois depuis plus de 10 ans est un crime contre l'humanité. C'est une violation évidente des droits de l'homme, aussi bien au niveau international qu'au niveau national. Le fait qu'une grande figure du Bouddhisme Tibétain renie son droit à poursuivre des études religieuses traditionnelles conformément à la religion et à la culture tibétaine, reste un sujet de vive agitation. Les autorités chinoises devraient fournir des informations vérifiables sur le lieu et le bien-être du Panchen Lama, et devraient relâcher le jeune homme et sa famille sans condition.

Nous approuvons le dernier rapport du Groupe de Travail sur les Disparitions forcées et involontaires lors du Conseil 07 qui comprend de nouveaux renseignements sur le cas de Gedhun Choekyi Nyima. Nous poussons le Groupe de Travail et le Responsable de la Liberté de Religion et de Croyance à appuyer de nouvelles interventions auprès des autorités chinoises afin de découvrir la vérité sur le sort du Onzième Panchen Lama.

En conclusion, nous demandons fermement à la République Populaire de Chine d'autoriser un organe indépendant à rencontrer Gedhun Choekyi Nyima, comme indiqué par le Comité des Droits des Enfants et d'autres. Une telle étape concrète permettra à la communauté internationale de vérifier pleinement l'état actuel de Gedhun Choekyi Nyima et de sa famille.

1 - Déclaration des Nations Unies sur la protection de toute personne à l'encontre des disparitions forcées, adoptée par l'Assemblée Générale 47/133 du 18 Décembre 1992.

2- "Gedhun Choekyi Nyima le Xle Panchen Lama est toujours porté disparu", Communiqué de presse, TCHRD, le 25 avril 2007 ; également disponible à <http://www.tchrd.org/press/2007/ps20070425.html>

3- <http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/G05/451/39/PDF/G0545139.pdf?OpenElement> [para.45(e)]

4- Sophia Cao, "La Chine dit que le garçon tibétain n'est pas un prisonnier politique", Reuters, Rapporté dans le New York times du 26 avril 2006 : http://chinadigitaltimes.net/2006/04/china_says_tibetan_boy_not_political_prisoner_reuters.php

5- "Le Dallai Lama demande d'abandonner les sécessionnistes", Xinhua, le 29 Juillet 2007, disponible à http://en.tibet.cn/forum/tad/t20070729_274218.htm

6- 7 Ibid <http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/docs/7session/A-HRC-7-2.doc> (en vertu du paragraphe 79 du documentA/HRC/72) A/HRC/7/NGO/56 page 4.

Soumis par Jonathan Sisson

Jonathan Sisson (Suisse) est le représentant d'IFOR à l'Organisation des Nations Unies de Genève, assisté par Michel Monod (Suisse).

IFOR a soulevé les questions liées à la liberté de religion au Tibet lors de la 60e session de la Commission des Droits de l'Homme en avril 2004. Les Résistants de Guerre et IFOR se sentent toujours préoccupés par les droits des Objecteurs de Conscience.

Jonathan Sisson

Responsable du Programme

Centre pour la paix (KOFF)

jonathan.sisson@swisspeace.ch

www.swisspeace.ch/koff.htm

Déclaration écrite conjointe : Soumise par le Transnational Radical Party (TRP), une organisation non-gouvernementale au statut consultatif, Asian Indigenous and Tribal Peoples Network (AITPN), Femmes Africa Solidarité (FAS), l'Association pour les peuples menacés, France Liberté, Fondation Danielle Mitterand, International Fellowship of Reconciliation (IFOR), Pax Romana (le Mouvement International Catholique pour les Affaires Culturelles Internationales et le Mouvement International des Etudiants Catholiques), organisations non-gouvernementales au statut consultatif, International Educational Development (IED), la Fédération Internationale pour la protection des droits des minorités ethniques, religieuses, linguistiques, et autres minorités, le Mouvement contre le Racisme et pour l'amitié entre les peuples, Saami Council, des organisations non-gouvernementales. ■

FOR Allemagne : Correspondance de Across Differences : Les puissants groupes marginalisés du Myanmar

par Kurt Südmersen et Cornelia Timm

“Aujourd’hui, aucun parti démocratique n’est autorisé au Myanmar, et les nombreux besoins des hommes demeurent tragiquement insatisfaits...”

Nous travaillons maintenant depuis plus de 6 ans sur un projet pour la paix et la réconciliation au Myanmar/Birmanie pour la branche allemande d’IFOR. Nous travaillons avec des adhérents de différentes origines ethniques et religieuses, dont les relations sont souvent caractérisées par la peur, l’intolérance et les préjugés. Nous nous engageons dans des situations qui luttent contre les racines profondes des conflits afin d’instaurer un climat de confiance et d’améliorer la communication.

e-bulletin

Depuis 1962 (seulement 14 ans après avoir gagné son indépendance contre les colonies Britanniques et après avoir institué un gouvernement parlementaire), le peuple du Myanmar souffre d’être soumis à un régime militaire qui impose des mesures restrictives dans de nombreux domaines de la vie. La répression a atteint son plus haut niveau en 1988, lors de révoltes étudiantes qui revendiquaient la démocratie. Les troupes militaires y ont contesté en tuant plus de 6000 jeunes. Deux ans plus tard, des élections libres se sont déroulées et la Ligue National pour la Démocratie dirigée par Aung San Suu yi (Prix Nobel de la Paix) a remporté plus de 80% des sièges parlementaires. Néanmoins, le gouvernement a annulé ces élections et la situation a empiré. Aujourd’hui, aucun parti démocratique n’est autorisé au Myanmar, et les nombreux besoins des hommes demeurent tragiquement insatisfaits, comme nous avons pu l’observer récemment, au lendemain du cyclone Nargis. L’objectif de notre projet est de soutenir les personnes dans la construction de structures démocratiques et de résoudre les conflits sans violence. Nous enseignons aux participants de notre formation les moyens de médiation et de communication sans violence, de Marshall B. Rosenberg.

A cause de certains modèles de jugement et de domination expérimentés dans leur vie, ceux qui participent à nos stages ont tendance à être sceptiques au début. Mais assez rapidement, ils commencent à aimer cette atmosphère de tolérance et d’appréciation puisqu’ils apprennent de nouveaux concepts et attitudes de communication. A leur retour, nombreux sont ceux qui nous racontent comment ils ont appliqué la médiation dans leur vie, ce qui nous encourage à poursuivre notre importante mission.

Photos: Kurt Südmersen and Cornelia Timm



Kurt Südmersen et Cornelia Timm
IFOR, Branche Allemande
Schubertstr. 9
32545 Bad Oeynhausen
Adresse électronique : info@orca-institut.de ■



FOR Israel : “Ne dites pas que nous ne savions pas...”

par Amos Gvirtz

“Les villageois ont essayé de résister aux attaques et de repousser les assaillants à coups de pierres...”

La nouvelle suivante a été envoyée à la boîte de réception principale d'IFOR par Amos Gvirtz d'IFOR Israel. Elles s'intitule “Ne dites pas que nous ne savions pas...” et numérotée comme indiqué ci-dessous. Nous rééditons ces informations ici pour vous donner un aperçu des difficultés et des défis auxquels sont confrontés nos BGAs, chaque jour, en Palestine, au Moyen Orient et en Asie.

#115 - 24/06/2008

Les habitants de Yizhar continuent d'harcéler leurs voisins palestiniens. Le jeudi 19 juin 2008, ils ont reçu des renforts venant d'occupants d'autres régions. Le mardi 17 juin 2008, les résidents de Yizhar ont attaqué le village palestinien de Burin et ont tué deux anes.

Deux jours plus tard, soit le jeudi 19 juin 2008, les forces de police ont détruit une caravane et un avant-poste militaire illégal à Yizhar. C'est alors que les habitants ont tout saccagé pour se venger des Palestiniens. Ils ont attaqué deux villages : ceux de Al-Sira Qibliyya et de Burin. Un renfort de 200 personnes arrivant par bus a commencé à jeter des pierres sur des voitures palestiniennes, avant de livrer bataille aux deux villages. Certains maraudeurs s'en sont pris à l'intérieur des villages, d'autres ont brûlé les champs agricoles au flambeau. Les soldats qui se trouvaient là n'ont rien fait pour mettre un terme à ces attaques. Des organisations pour les droits de l'homme ont du faire pression pour qu'un renfort de soldat soit mis en place. Les villageois tentent de résister aux menaces en repoussant les assaillants à coups de pierre. Les combattants ont alors envoyé des grenades et du gaz lacrymogène sur le peuple palestinien, et même à l'intérieur des habitations. Après la fuite des pionniers, les soldats ont empêché les Palestiniens d'éteindre les flammes qui brûlaient leurs domaines.

114 - 19/06/2008

Muhammad Hamamra, un citoyen du village Palestinien de Husan, a travaillé dans le camp de Beitar Ilit. Il est tombé amoureux de Melissa (une jeune juive de Beitar Ilit) et tous deux ont décidé de se marier. Dans cet esprit, Melissa s'est converti à l'Islam. Ils se sont mariés et installés à Husan il y a un mois.

Des habitants du camp de Beitar Ilit s'en sont pris au village d'Husan en l'accusant de retenir Melissa prisonnière.

Ils ont menacé d'envoyer l'armée pour la ramener au village. Les forces militaires ont alors débarqué à Husan, ont encerclé la maison de Muhammad et Melissa et les ont enlevés. Ils ont été relâchés le lendemain.

113 - 10/06/2008

Pendant plus de trente ans, l'armée israélienne a tenté d'expulser la population palestinienne vivant au sud des collines d'Hébron. Pour y parvenir, une large zone a été déclarée zone militaire, des expulsions ont été organisées, des camps et avant-postes ont été érigés, des citernes ont été remplies avec de la terre et des pierres, et de nombreuses maisons ont été démolies.

Désormais, les israéliens ont également recours aux barages routiers.

Le 5 juin 2006, l'armée israélienne a édifié un barrage de pierres sur la route reliant Twane, un village au sud d'Hebron, à Yatta, la ville centrale régionale. Ce blocage a soudainement privé les habitants des villages du réapprovisionnement en eau et autres réserves.

Cette année a été caractérisée par la sécheresse dans cette région : une grande pénurie d'eau menaçant également l'agriculture a frappé ces campagnes.

111 - 27/05/2008

Les habitants d'Asira ElQibliyya souffrent des attaques incessantes que subit leur village. Les agresseurs appartiennent aux camps de Yizhar et aux forces militaires SDI.

Le vendredi 16 Mai 2008, un peu après 14h00, quelques 25 membres du camp de Yizhar sont arrivés à la périphérie du village et ont commencé à lapider les maisons et à incendier des parcelles agricoles. Les soldats du FDI envoyés n'ont rien fait pour arrêter les assaillants. Les personnes qui ont cherché à repousser l'invasion, ont été agressées par des balles en caoutchouc, des bombes lacrymogènes ainsi que des grenades. Un réservoir d'eau qui se trouvait sur le toit d'une maison a été endommagé par les balles. Les pionniers ont volé un âne et ont renouvelé leurs attaques le jour suivant. C'est alors qu'ils ont été arrêtés par le FDI.

Les villageois confient que ces attaques durent depuis plus de 6 ans, et se produisent environ une fois par mois. Mais depuis peu, elles ont lieu chaque semaine, le vendredi ou le samedi. De plus, il arrive parfois que le FDI rentre tard le soir, contrôle toutes les maisons, mette tous les habitants dans une chambre pendant que les soldats s'emparent du reste.

*FOR Israel - Pour la non-violence entre les Palestiniens et les Israéliens, c/o Amos Gvirtz, 60990 Shefayim, ISRAËL
Tel: +972-9-9523261, Fax: +972-9-9523710
Courrier électronique: amosg@shefayim.org.il ■*

Le Centre pour l'amitié Bombay Sarvodaya

par Daniel Mazgaonkar

"Nous soutenons les droits et les aspirations des peuples arabes et juifs..."

1) Nous demandons la création d'un état indépendant souverain de Palestine.

2) Nous exprimons notre solidarité au peuple courageux de Palestine et leur offrons notre soutien dans leur résistance contre l'occupation israélienne.

La suggestion de Daniel : 2) Nous exprimons notre soutien et notre solidarité au peuple courageux de Palestine et nous les encourageons à employer des moyens de résistance pacifiques et non-violents en dépit de toutes les provocations.

3) Nous supportons le Droit de Retour des Réfugiés qui ont été victimes de la campagne Sioniste de déplacement systématique et planifiée, de nettoyage ethnique et de génocide.

4) Nous demandons le démantèlement de tous les camps israéliens en Cisjordanie et à Jérusalem.

5) Nous demandons la destruction du Mur de l'Apartheid qui a isolé des territoires dans toute la Palestine, et qui a fait construire le plus grand camp de concentration à ciel-ouvert pour 2.5 millions d'individus.

La suggestion de Daniel : 5) Nous demandons à l'ONU et au gouvernement israélien de prendre des mesures immédiates et concrètes afin de détruire ce mur qui a été construit pour diviser les deux peuples.

6) Nous exigeons que le gouvernement israélien mette au plus vite un terme au siège de Gaza qui retient 1.5 millions de personnes. Ce siège inhumain mène à un holocauste des habitants de Gaza et est considéré comme un grave crime contre l'humanité.

7) Les plus de 500 Points de Contrôle établis en Cisjordanie, sont une source quotidienne d'humiliation et de violence pour la population palestinienne assiégée. Nous demandons leurs destructions immédiates.

La suggestion de Daniel : Les plus de 500 Points de Contrôle établis en Cisjordanie, sont une source quotidienne d'humiliation et de violence pour la population palestinienne assiégée. Nous exigeons leurs destructions immédiates.

8) Nous réaffirmons que Sionisme égal Racisme. Nous avons donc fait appel au rétablissement de la résolution 3379 des Nations Unies ainsi qu'à sa ré-approbation par la communauté internationale et par l'ONU. Nous reconnaissons que le Sionisme n'est pas le Judaïsme et notre opposition au principe du Sionisme n'affecte en rien notre amitié pour le peuple Juif.

La suggestion de Daniel : La Résolution no.3379 comme établie. Nous devons également prendre soin de ne pas comparer le gouvernement d'Israël avec le Sionisme. Comme vous l'avez précisé, il y a une distinction entre le Judaïsme et le Sionisme.

9) Tant qu'Israël poursuit son occupation coloniale et ses politiques d'Apartheid, nous appelons le gouvernement d'Inde à mettre un terme à sa protection, et ses relations militaires et confidentielles, en particulier l'achat d'armes en Israël. Nous demandons à la communauté internationale et au gouvernement israélien de boycotter l'Apartheid de la même façon que l'Apartheid en Afrique du Sud.

La question de Daniel : "Tant que" signifie ici que, si Israël change sa politique, les armes pourront à nouveau être achetées. C'est une grosse erreur. Nous ne devrions jamais soutenir l'acquisition d'armements.

10) Nous lançons un appel à toutes les unités de résistance en Palestine qui luttent contre le Sionisme et l'Impérialisme Américain.

La suggestion de Daniel : Nous conseillons vivement aux groupes de résister à l'occupation Israélienne par des méthodes pacifiques et non-violentes ; de se réunir sur une même Plateforme et de convaincre les groupes qui croient aux méthodes violentes de renoncer à la violence et de joindre leurs forces à ceux qui ont foi en la paix et la non-violence.

11) Nous exigeons qu'Israël respecte le verdict démocratique du peuple palestinien et reconnaisse le gouvernement du Hamas qui est le représentant légitime choisi par les Palestiniens. Nous demandons qu'Israël engage immédiatement un processus de dialogue avec le gouvernement du Hamas. 65% des Israéliens encouragent aussi cette mesure.

12) La politique israélienne, qui prévoit l'assassinat du chef Palestinien, et le massacre des civils, devrait être suspendue sans délai. Israël devrait aussitôt stopper la destruction des terres agricoles et des maisons, les moyens de torture et le contrôle total sur l'eau et autres ressources naturelles en Palestine.

La suggestion de Daniel : 12-A) Nous souhaitons lancer un

...Suite à la page suivante

Bombay Sarvodaya...

appel à tous les habitants de Palestine afin qu'ils évitent la violence dans leur efforts pour résoudre le conflit, par l'utilisation des méthodes SATYAGRAHA (LA FORCE DE L'ESPRIT BASEE SUR LA VERITE). Cette mesure permettrait d'échapper à un nouveau bain de sang d'enfants, de femmes et d'hommes innocents sur les deux territoires.

13) Nous demandons au gouvernement d'Israël de libérer immédiatement plus de 10 000 Palestiniens qui croupissent en prison, comprenant un nombre important de femmes et d'enfants.

La suggestion de Daniel : Nous poussons le gouvernement israélien à immédiatement libérer les palestiniens qui croupissent en prison, y compris les femmes et les enfants.

14) Nous soutenons le droit et les aspirations des Arabes et des Juifs de partager la même terre dans la paix et l'harmonie.

e-bulletin Le centre envisage de mettre en relation des militants pour la paix et le changement social un peu partout dans le monde. Ils travailleront contre la pauvreté, les déplacements de minorités ethniques, les alternatives à propos des armes et des centrales nucléaires ; l'autonomie des villages ; la possession communes des ressources ; la propriété collective des terres dans les villages ; la planification par le peuple ; l'unité et l'intégrité de la société civile à promouvoir la liberté d'expression ; l'importance des femmes ; la priorité accordée aux plus pauvres ; la gratuité de l'enseignement pour les filles et les garçons ; fournir des logements disponibles qui contribuent aux dépenses courantes.

*Daniel Mazgaonkar,
701, Sainath Estate, Opp. Lokmanya School,
Nilam Nagar, Mulund Orient, Mumbai 400 081.*

*Centre de l'Amitié Bombay Sarvodaya
701, Sainath Estate, D.P. Road, Opp. Lokmanya
School (Vidyalaya), Off Nilam Nagar
Mulund Orient, 400 081 Bombay, INDE
Tél: +91 22 2563 1025 et +91 22 2563 1022
Courrier électronique: daniel.mazgaonkar@gmail.com ■*

Photo d'archive du MIR

IFOR : Les Branches Européennes se réunissent à Alkmaar, Pays Bas

par Stan Morris

“Alors que la nuit tombait, le groupe se promenait en direction de l'historique Alkmaar Doopgezinde Kerk”

Sous le soleil du vendredi 4 avril 2008, quarante membres des branches européennes du Mouvement pour la Réconciliation (MIR) et quelques invités sont arrivés à Alkmaar, Pays Bas. Ils étaient conviés à la session d'ouverture d'un évènement de 3 jours qui se tenait au Secrétariat International du Mouvement International de la Réconciliation. Cette conférence annuelle du MIR a été organisée par la présidente Eva Fussinger, la fédératrice Marion Schreiber, et Abe Thijs et Bertram Flesh, membres de la branche du MIR, Kerk en Vrede.

e-bulletin

Après un café ou un thé, et un “lekkere” repas offert par le personnel du MIR, le Président Jan Schaake a présenté le nouveau directeur exécutif John Schot. Arjan Dekker (Comptable), Isabelle Geuskens (Directrice du Programme WPP), Cristina Reyna (Responsable du Programme WPP), et Stan Morris (Chargé de Communication), ont ensuite exposé les activités récentes du Secrétariat International et du Programme WPP.

Puis, les représentants des autres branches ont introduit un rapport sur leurs travaux et activités en cours. A savoir : Marion Schreiber (Versöhnungsbund, Autriche), Benoît Thiran (Sortir de la violence, Belgique), Chris Cole (MIR Angleterre), Maria Biedrawa (MIR France), Uli Sonn et Miriam Klemm (Versöhnungsbund, Allemagne), Paolo Candelari et Maria Antonietta Maleê (MIR Italie), Henk Blom (Doopsgezind Wereldwerk, Pays-Bas), Abe Thijs (Kerk en Vrede, Pays-Bas), Heidi et Jorgen Andersen (MIR Norvège), David Mumford (MIR Écosse), Axel Ruhe (MIR Suède), Dave d'Albert et Eva Füssinger (Forum für Friedenserziehung, Suisse), George Kobi et Françoise Pétremand (MIR Suisse Romande) et Rhys Arfon (MIR Pays de Galles). Un peu plus tard, Ewa Roman et Elisabeth Zochowska (Fundacja Ekumeniczna “Tolerancja,” Pologne), ont présenté une vue d'ensemble de leur organisation, susceptible de devenir membre du MIR, et ont parlé de leurs espoirs pour l'avenir, encouragés par la relation qu'elles entretiennent avec la famille du MIR.

A la tombée du soir, le groupe a traversé plusieurs pâtés de



Les Branches du MIR, le personnel et les invités du MIR dans la bibliothèque du Secrétariat d'Alkmaar, Pays Bas.

maisons pour rejoindre l'historique Alkmaar Doopgezinde Kerk (Eglise Mennonite). Ils se sont rendus à un dîner servi par les membres de l'Eglise, et ont assisté à un discours du pasteur Harcourt (Harky) en commémoration au 40e anniversaire de la mort de Martin Luther King.

Harky était le Sous-directeur des relations publiques (Le responsable de Presse du Docteur King), dans les années 60 et il avait commencé un film sur la vie et le travail du Docteur King, et sur ce qui concerne l'importance de la non-violence aux Pays Bas et en Europe. Dans les années 70, Harky a travaillé comme ministre de Doopsgezinde (Mennonite), et formateur à la non-violence aux Pays Bas. Par conséquent, il s'est investi dans de nombreux conflits pour y appliquer ses mesures sur la non-violence.

A notre arrivée à Doopgezinde Kerk, nous avons été accueillis par l'organisatrice de l'évènement, Annelies Klinefelter (l'épouse d'Harky) qui nous a servi un magnifique buffet préparé par les membres de Doopgezinde Kerk et de la famille Klinefelter. Le mois précédent, Annelies m'avait demandé, en tant que Chargé de Communication du MIR, de l'aider à contacter tous nos partenaires néerlandais à propos de l'évènement MLK. Assis à coté d'elle au fond de la salle pendant le documentaire, chuchotant de petits commentaires, j'en ai conclu que son mari et elle étaient de courageux représentants de la paix. Imaginez simplement le fait d'être “blanc” au début de ces années insensées marquées par le Mouvement pour les Droits des citoyens américains, et de défiler aux cotés du Docteur King & co.

Harky, un jeune étudiant des Etats-Unis, “à la recherche d'un projet cinématographique pour l'été”, a alors commencé à travailler avec le Docteur King lors de ses premières manifestations pour la liberté. Harky et Annelies

...Suite à la page suivante

IFOR : Les Branches...

ont été associés avec le MIR depuis de nombreuses années ; et, j'ai trouvé leur histoire absolument extraordinaire. Harki a reconnu que le Docteur King n'avait pas de matériel d'enregistrement à cette époque, mais Harki fit. Ainsi, le Docteur King lui a permis de le suivre. A la fin de l'été le Docteur King était tellement impressionné par le travail de l'étudiant qu'il l'a engagé comme employé à plein-temps. Le DVD documentaire a été produit par l'un des élèves d'Harki est filmé à Friseland, près de sa maison. Il alterne entre extraits originaux et extraits de manifestations du Docteur King, ou bien encore d'autres du jeune réalisateur assis, tel un campeur, et qui nous fait part de ses expériences, à cette époque fascinante et révolutionnaire.

Pendant les années 60, Martin Luther King était un membre important de la Branche américaine du MIR. A l'appel de la branche active du MIR, Kerk en Vrede, les représentants des Organisations MIR en Europe se sont réunis cette nuit-là, pour comprendre l'importance du message de Martin Luther King et des autres personnes qui ont inspiré les mouvements de non-violence aujourd'hui en Europe.

Des CDs de commémoration au documentaire ont été remis à cinq invités spéciaux à la fin de la soirée (Notre cher Jan Schaake en faisait parti). Après une nouvelle tasse de café, de thé, un verre de vin et un délicieux dessert, notre entourage leur a dit au revoir et a remercié la famille Klinefelter et l'Eglise Doopgezinde pour cette soirée enrichissante. La plupart de ceux qui avaient assisté à la conférence Européenne du MIR ont ensuite rejoint Doopsgezind Broeder schapshuis à Schoorl, où ils sont restés jusqu'à la fin de la réunion.

Doopsgezind Broederschapshuis est une maison d'hôtes, "une grande et confortable habitation construite entre les dunes et la forêt de Schoorl, recouverte par un épais toit de chaume qui domine les chambres des invités", tout près d'Alkmaar. Elle reçoit les grands groupes dans deux belles salles de séminaires, où s'est déroulée la conférence européenne du MIR. Le terrain est situé juste contre les dunes hollandaises, à quelques kilomètres de l'océan. Lors d'une pause déjeuner, Benoît Thiran, George Kobi et moi-même avons grimpé au sommet de ces dunes. Ces anciennes hauteurs de sable s'étendent presque sur toute la longueur de la cote des Pays Bas. A l'aide d'incroyables systèmes hydro-mécaniques, elles permettent au Sud et au Nord de la Hollande de se maintenir au dessus du niveau de la mer.

Stan Morris, un volontaire qui s'investit à temps-plein dans ses missions, est le Chargé de Communication du MIR International, et rédacteur du IFOR en action, "Youth Op-

portunities", IFOR.org et du rapport annuel du MIR. Vous pouvez le contacter à partir du site IFOR : www.ifor.org ou par courrier électronique à : s.morris@ifor.org

De Kerk Doopgezinde à Alkmaar est situé à Koningsweg 12 dans le centre ville d'Alkmaar <http://www.alkmaar.nl/monument/monument/doopkerk.htm>. Plus de renseignements peuvent être trouvés sur le site de la Branche du MIR Kerk en Vrede : www.kerkenvrede.nl

Site Web de Fundacja Ekumeniczna Tolerancja à l'adresse suivante : http://www.fet.pl/glowna_en.htm

Plus de photos de la conférence du MIR à Alkmaar à l'adresse suivante : [http://ifor.org/articles/Reports/E-FOR in Alkmaar 08.pdf](http://ifor.org/articles/Reports/E-FOR%20in%20Alkmaar%2008.pdf) ■

e-bulletin



Elisabeth Zochowska (Fundacja Ekumeniczna "Tolerancja," Pologne) présente une vue d'ensemble de son organisation.

Nouvelles du personnel:

IFOR a été heureux d'accueillir Channsitha Mark et Irene Kyazze, deux stagiaires qui ont travaillé pour la mise à jour internationale du programme WPP ; au Secrétariat d'Alkmaar, pendant 6 semaines. Elles nous donnent leurs impressions...

Au cours des 6 dernières semaines, nous avons travaillé au Secrétariat IFOR/WPP pour y accomplir un travail sur la paix à orientation internationale. Nous avons été très occupées mais nous avons apprécié chaque moment de cette expérience. Notre interaction avec le personnel du Secrétariat, les conférences, les visites de différentes organisations...etc, nous ont fait très bonne impression. Mis à part le travail officiel, nous avons également eu l'occasion de découvrir quelques aspects des Pays-Bas, et dans ce cadre nous avons même visité une fabrique de fromage où nous avons appris comment on fait du fromage! Nous aimerions donc partager avec vous notre expérience, notre point de vue et notre réflexion sur notre séjour aux Pays-Bas.

Irene Kyazze: J'ai commencé mon voyage en tant qu'artisane de la paix il y a 5 ans, et depuis j'ai participé à de nombreuses activités de consolidation de la paix. Toutefois j'ai toujours travaillé dans le contexte africain ce qui signifiait que mon idée de la paix était déséquilibrée.

Afin d'acquiescer cet équilibre nécessaire, IFOR/WPP m'a offert l'opportunité de participer à un Programme d'envergure Internationale d'une durée de 6 semaines, aux Pays-Bas. Par conséquent, je considère mon engagement dans ce programme comme une extension de mon voyage vers la paix.

Lorsque je suis arrivée au Bureau d'IFOR, le personnel s'est montré très accueillant et j'ai immédiatement compris que mon séjour allait être une expérience intéressante. Avec Sitha, nous avons toujours été impliquées dans toutes les activités des différents services et j'ai vraiment apprécié cette caractéristique de notre travail ; réun-

ions du personnel, cérémonies, ce qui n'est généralement pas le cas pour les stagiaires d'autres organisations.

Channsitha Mark: Six semaines aux Pays-Bas avec IFOR/WPP passent à une vitesse incroyable. Je me souviens de mon premier jour au bureau d'Alkmaar. Tout le monde nous a accueilli chaleureusement, ce qui nous a rendu détendue et à l'aise.

Avec Irène nous partagions la même pièce et nous travaillions ensemble, et j'ai beaucoup appris sur la situation conflictuelle en Ouganda, ses expériences en tant qu'artisane de la paix au sein du Forum AMANI. En dehors de notre expérience de travail, nous avons également passé d'agréables moments, en partageant notre vie personnelle, en nous apprenant et nous encourageant l'une et l'autre. Nous avons vraiment aimé le temps passé ensemble.



Avant de venir pour cette Orientation Internationale, je voyais les Pays-Bas comme

une société ouverte, je pensais que les femmes et les jeunes n'avaient aucun défi à relever puisque le mouvement des femmes en Hollande est un puissant mouvement. Cependant, j'ai pu constater au cours des réunions avec les différents Branches/Groupes/Affiliés des Pays-Bas, que même si les gens vivent dans une société plus ouverte et plus stable qu'au Cambodge, les femmes et les jeunes continuent de se battre. Ils affrontent de nombreux challenges dans la promotion de leurs droits. C'est un peu comme au Cambodge, malgré que le contexte soit différent.

En savoir plus sur Irène et Channsitha dans "The time is now!": <http://ifor.org/WPP/index.html>. ■

APPEL A CONTRIBUTION : IFOR en ACTION

IFOR en ACTION no48 paraîtra en Septembre 2008, une édition spéciale sur les initiatives pour la paix et la non-violence en Afrique. Nous recherchons des contributions sous formes d'articles, entretiens, événements, activités récentes, ressources, photos, dates importantes, et tout ce que vous voudrez bien partager avec le mouvement IFOR. Le Secrétariat International vous invite chaleureusement à contribuer au prochain numéro d'IFOR en Action. Nous espérons avoir des nouvelles de nos Branches, Groupes et Affiliés en Afrique.

Contactez Stan Morris, rédacteur en chef (s.morris@ifor.org)

NOUVELLE PARUTION

Le Coran et la femme : Relecture du texte sacré d'une perspective féminine

(Livre de Poche)

par Amina Wadud

Quatorze siècles de pensée islamique ont abouti à la transmission de lectures interprétatives du Coran, écrit presque exclusivement par des hommes. Désormais, avec *Le Coran et la Femme*, Amina Wadud fournit une première lecture interprétative féminine, une lecture qui valide la voix de la femme dans le Coran et qui la sort de l'ombre. Les Musulmans progressistes ont depuis longtemps fait valoir que ce n'est pas la religion, mais plutôt une interprétation et une application patriarcale du Coran qui ont tenu les femmes opprimées. Pour beaucoup, le moyen de réforme serait le réexamen et la réinterprétation des textes religieux.

e-bulletin

Le Coran et la Femme contribue à la lecture d'un des sujets fondamentaux de la Pensée Islamique, l'exégèse du Coran. Wadud brise certains textes spécifiques et certains mots clés qui avaient été utilisés pour restreindre le rôle public et privé de la femme, et qui justifiaient même la violence sur les femmes Musulmanes. Amina Wadud révèle que leur contexte et signification de départ défiaient de telles interprétations. Son analyse précise le manque d'égalité entre les sexes, la priorité ou les préjugés dans le langage essentiel du Coran.

En dépit de l'évidence de la signification de la femme dans le Coran, la réforme des genres dans la société musulmane était obstinément rejetée. La lecture du Coran de Wadud confirme l'égalité des femmes et constitue un motif légitime pour contester contre l'inégalité de traitement que les femmes musulmanes ont connu historiquement et qu'elles vivent toujours de façon légale dans les communautés musulmanes.

Le Coran ne prescrit pas une éternelle et immuable structure sociale pour les hommes et les femmes. Wadud l'affirme avec lucidité, en assurant que le Coran contient de plus grandes possibilités de conduire la société humaine vers une collaboration mutuelle entre hommes et femmes qui serait plus satisfaisante et productive, que celle atteinte par les Musulmans ou Non-musulmans.

A propos de l'auteur

Amina Wadud est professeur d'Etudes Islamiques au sein du département de philosophie et d'études religieuses en Virginie, Université du Commonwealth.

Livre de Poche : 144 pages ; Dimension (en pouces)



0.43 x 8.25 x 5.49

Editeur : Presse de l'Université d'Oxford, Réimpression de l'édition (Mars 2008)

Plus d'informations : http://www.kvisionbooks.com/product_info.php/Quran_and_Woman_Rereading_the_Sacred_Text_from_a_Womans_Perspective/ ■

ÉVÉNEMENTS

La Conférence DPI/ ONG, du 3 au 5 Septembre, Paris

La 61e conférence annuelle des Organisations Non Gouvernementales (ONG) associées au Département d'Information Publique des Nations Unies, aura lieu à Paris, au siège de l'UNESCO, du mercredi 3 au vendredi 5 septembre 2008. C'est la première fois qu'elle ne se tient pas au siège de l'ONU à New-York. Pour marquer le soixantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la conférence de cette année s'intitule "Réaffirmer les droits de l'homme pour tous : La Déclaration Universelle a 60 ans". Elle est organisée en partenariat avec le Comité Exécutif des ONG/DIP, le Bureau du Haut Commissaire pour les droits de l'homme et le gouvernement de France.

e-bulletin

La Conférence cherche à mettre en évidence des moyens efficaces grâce auxquels la société civile en partenariat avec d'autres acteurs, peut contribuer à la promotion des droits de l'homme aux niveaux international, national, régional et local. Elle tentera de générer une plus grande conscience à propos de la question des droits de l'homme et renforcer ses engagements lors du discours auquel participeront les différents intervenants du monde entier. Outre les représentants des ONGs, des organisations de la société civile, des circonscriptions fondamentales, le Système des Nations Unies et des Etats membres, des représentants des médias, des universités des secteurs public et privé, ainsi que d'autres institutions seront présents. La Conférence offrira la possibilité aux participants de partager leurs expériences, et d'articuler des perspectives sur les moyens de renforcer leurs activités dans la protection et la promotion des droits de l'homme, au travers de la table ronde de discussions et de sessions de groupes, de dialogue interactif, d'ateliers, de caucus et d'autres activités. Des documents de référence et d'information sur le programme seront disponible sur le site Web de la Conférence.

Les ONGs associées au DPI, au statut consultatif avec ECOSOC, autorisées par l'UNESCO et/ou qui travaillent avec le bureau du Haut Commissaire des droits de l'homme, sont invités à s'inscrire pour participer à la Conférence. Veuillez s'il vous plait, présenter cet appel aux membres et au personnel de votre organisation, notamment auprès des jeunes et des représentants locaux. Veuillez noter que nous devons limiter le nombre de personnes participants à l'évènement à pas plus de 3 par organisation.

Tous les participants, y compris ceux qui font déjà partie des Nations Unies ou de l'UNESCO, sont tenus de s'enregistrer pour la Conférence. Les fiches d'inscription seront disponibles en ligne à www.un.org/dpi/ngosection à partir du lundi 9 juin. La date limite d'inscription est le 1er aout 2008, afin que nous puissions vous assurer en temps voulu la réception d'une lettre de confirmation et une invitation spéciale pour tous les évènements.

Le Département des Relations du DPI/ONG ne peut pas aider les représentants des ONG à obtenir des visas pour la France, et ne peut pas non plus faxer des lettres de confirmation aux ambassades françaises. Les dispositions prises pour le voyage, les visas et le logement ainsi que toutes les dépenses liées à la participation à la Conférence, devront être entièrement à la charge des participants ou d'un organisme sponsor.

S'il vous plait, consultez le site Web à l'adresse : www.un.org/dpi/ngosection pour obtenir la mise à jour des informations sur la Conférence. ■

INTL. L'organisation pour le Développement Humain

Initiative mondiale de lutte contre la Pauvreté, le Chômage, le travail des enfants, les perspectives globales de Racisme.

Du 28 au 31 juillet 2008

HYDE PARK HOTEL, LONDRES, ROYAUME UNI
L'Organisation Internationale pour le Développement Humain (IHDO) vous invite cordialement à assister à la 8e conférence internationale sur l'Initiative Mondiale de lutte contre la Pauvreté, le Chômage, le Travail chez les Enfants, et le Racisme, qui se déroulera du 28 au 31 juillet 2008, à Londres, Royaume-Uni.

Cette année, la conférence abordera les questions de pauvreté, de chômage, du travail des enfants, du racisme, du VIH et du SIDA, et du Trafic d'Humains à tous les niveaux : aussi bien pour l'individu que pour la communauté mondiale. Plus que jamais, les individus, les associations de jeunes, les groupes religieux, les ONG environnementales, les associations communautaires et les organisations à but non lucratif sont appelés à opérer de façon transparente et à adhérer au plus haut code de conduite éthique dans le service aux autres pour le Développement Humain.

L'inscription est gratuite. Pour s'enregistrer, téléchargez le formulaire joint à cet email. Pour plus de détails, contactez le secrétariat du comité d'organisation par email : carolyne-henshaw@live.com ■

NOUVELLES

Colloque Vrouwenrechten sur l'Islam

le 02 Avril 2008

En présence du personnel de WPP : José de Vries, Chargée d'Information et Cristina Reyne, Responsable.

Le séminaire a été organisé et ouvert par Hulya Uslu. Elle a parlé des droits des femmes dans la religion islamique, et a exprimé la nécessité pour les femmes d'examiner leurs propres valeurs et croyances, au lieu d'appliquer ce que disent les autres sans réfléchir à la question.

Ce matin là, Professeurs Asma Barlas et Ceylan Pektas-Weber ont donné une conférence.

Professeur Asma Barlas, auteur de "Des femmes qui croient en l'Islam", a expliqué sa relation avec le Coran et a plaidé pour une interprétation féministe de l'Islam. En prenant en compte le fait que Allah est justice et qu'il ne porterait pas atteinte à l'être humain, ("zulm"), elle croit que certaines déclarations du Coran ne devraient pas être interprétées comme elles le sont actuellement par les hommes. Il s'agit de la version qui prétend que les hommes sont les maîtres des femmes, ou qu'ils sont supérieurs aux femmes. Le Coran devrait être considéré à la lumière de son contexte et de la signification de ses mots. Les femmes (et les hommes) devraient lire le texte sacré dans sa langue d'origine et juger par eux-mêmes ce qu'il dit. Les interprétations qui existent du Coran, ont été faites par des hommes vivant dans des sociétés patriarcales. Un point de vue féminin manque souvent à ces interprétations. Barlas confie que le Coran considère les hommes et les femmes comme amis et guides réciproques (égalité mutuelle), et qu'il n'est pas ancestral. Il ne s'agit pas de glorifier les hommes, et au contraire, les hommes n'ont pas d'autorité sur les femmes. Les différences entre les personnes sont basées sur leur comportement moral, et non pas sur des différences biologiques de sexe.

Elle recommande le livre : Le Coran et la femme : Relecture du texte sacré d'une perspective féminine d'Amina Wadud.

Pektas-Weber, auteur de Moslima. Emancipatie Achter de Dijken (2006), a expliqué pourquoi les droits des femmes sont violés dans le monde entier, au sein des diverses communautés, à la fois chez les riches et chez les pauvres, chez les gens instruits ou incultes. Elle est agacée que le monde occidental perçoive les femmes musulmanes d'une façon aussi stéréotypée. La position de la femme est trop souvent utilisée pour juger et

pour se plaindre de la religion islamique. D'autre part, les femmes des sociétés occidentales sont également traitées de façon injuste. Elle discute de la position des femmes musulmanes, à l'intérieur et à l'extérieur de leur foyer et souligne que les femmes et les hommes musulmans devraient travailler ensemble pour accroître le sentiment que les femmes sont victimes de pratiques hostiles de la part de la communauté musulmane néerlandaise. Ils devraient alors mettre en pratique l'égalité entre les femmes et les hommes comme enseigné originellement dans le Coran. Elle conseille le livre : le Sublime Coran de Laleh Bakhtiar.

Après un déjeuner suivi d'un débat entre cinq membres du panel : Senay Özdemir, Ahmed Marcouch, Mohammed Cheppih, Walther kok et Ceylan Pektas Weber.

Cheppih insiste sur l'importance de lire le Coran dans son contexte d'origine, qui est très progressiste à propos de la position des femmes. La différence entre religion, culture, Islam et musulmans doit être mise en avant. Marouch prétend qu'en plus d'une ré-interprétation du Coran, des changements socio-économiques sont nécessaires en ce qui concerne l'éducation et le travail des femmes. Il estime qu'elles doivent être "les architectes de leur propre vie." Les hommes doivent soutenir leur processus d'émancipation. Walter Kok renchérissait aussi le fait d'observer une évolution de temps et de lieu.

Senay a relevé que les hommes et les femmes devraient prendre leurs propres responsabilités pour parvenir à l'égalité hommes-femmes. La discussion s'est centrée sur l'importance du dialogue entre hommes et femmes. Néanmoins, un problème est apparu quant au fait d'éduquer les enfants et le rôle de l'école, contrairement à la responsabilité des parents. ■

2008, le moment est venu !

Les stagiaires à WPP, Channitha Mark et Irene Kyazze, ont terminé leurs 6 semaines de travail au Secrétariat International d'Alkmaar, avec la nouvelle édition d'un bulletin d'information "The time is now 2008!" (2008, le moment est venu!), sur leur expérience en tant qu'artisans de la paix aux Pays Bas. Vous lirez comment toutes deux, ont perçu et agit chaque jour dans un pays si différent du leur, par la distance et par la culture. "The time is now" a été créée par Irene Kyazze (Ouganda) et Channitha Mark (Cambodge) dans le cadre de l'Orientation Internationale du programme Femmes artisans de la Paix (WPP) comme un forum pour les jeunes du monde entier. Vous pouvez télécharger "The time is now!" sur le site web de WPP : <http://www.ifor.org/WPP/> ■

OPPORTUNITÉS

Les nominations pour le Prix des Nations Unies du domaine des Droits de l'Homme.

Le prix sera décerné lors d'un évènement qui aura lieu au Siège des Nations Unies à New-York, le 10 décembre 2008, dans le cadre de la commémoration annuelle du Jour des Droits de l'homme.

Le Prix des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme a été institué par l'Assemblée Générale en 1966 (Rés. 2217/XXI du 19 Décembre 1966) et remis pour la première fois le 10 décembre 1968 à l'occasion de la commémoration du vingtième anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Par la suite, le prix a été décerné en 1973, 1978, 1988, 1993, 1998 puis en 2003. Le prix est honoraire en nature, attribué environ tous les cinq ans à des individus ou organisations en reconnaissance pour leur réalisation exceptionnelle dans le domaine des droits de l'homme.

Un comité spécial choisi par l'Assemblée Générale, sélectionne des lauréats des Etats Membres pour les nominations, des institutions spécialisées, des organisations non-gouvernementales au statut consultatif (ou d'autres sources appropriées), conformément à la résolution mentionnée ci-dessus.

Le prix est une occasion d'exprimer la reconnaissance aux missions des lauréats eux-mêmes, mais aussi de transmettre un message clair aux défenseurs des droits de l'homme dans le monde entier. La communauté internationale leur en est reconnaissante et soutient leurs efforts inlassables en vue de promouvoir les droits de l'homme pour tous.

Veillez trouver ci-joint la liste des anciens lauréats, une copie de la partie pertinente de l'annexe pour la résolution et un formulaire de candidature pour s'inscrire pour le prix de cette année (également disponible sur notre site Web <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/HRPrizeStory.aspx>). Je vous serais très reconnaissante de votre contribution et j'attends votre candidature avant le mardi 15 juillet 2008.

Susan Curran
Responsable de Section des communications
Bureau du Haut Commissaire des droits de l'homme
<http://www.ohchr.org> ■

MIR en Action est publié 4 fois par an, en anglais et en français par:

International Fellowship of Reconciliation/Mouvement International de la Réconciliation (IFOR)
Sporstraat 38
1815 BK Alkmaar, Netherlands
T: +31 72 512 3014 / F: +31 72 515 1102

Fondé en 1919, le Mouvement International de la Réconciliation (MIR) compte aujourd'hui des organisations membres dans plus de 50 pays à travers le monde. Le MIR soutient les activités de ces organisations membres à travers des programmes mondiaux, la formation à la non-violence active, le soutien et la mise en contact d'artisans de la paix dans les zones en conflit, en donnant aux jeunes les moyens de contribuer à la non-violence et en faisant campagne pour le désarmement. Le MIR rassemble des croyants de chacune des grande traditions religieuses qui se sont engagés à la non-violence active. Le MIR a un statut consultatif aux Nations Unies et à l'UNESCO.

Pour en savoir plus sur le MIR, consultez notre site: www.ifor.org

Mise en page / Conception: Stan Morris

Correction d'épreuve: Jacques Quittau / Flora Quittau

Traduction: Flora Quittau

Veillez noter: Le MIR se réserve le droit de corriger les contributions à des fins de clarté et de contenu.

La reproduction de cette publication sur support électronique est encouragée. Les articles signés ne reflètent pas nécessairement les positions du MIR. La reproduction des articles signés nécessite l'autorisation expresse de l'auteur. La reproduction des communiqués de presse et des annonces et articles par le MIR est libre.

Le dernier numéro et les numéros précédents de MIR en Action sont disponibles sur la Toile à:

www.ifor.org/publication.htm

